Union du contrôle démocratique

Un sérieux mouvement se dessine en Grande-Bretagne parmi les philanthropes, les pacifistes et les libéraux pour préparer une paix qui consacre la diminution des armements, le droit des nations, l'intervention du public dans les questions de politique étrangère.

Devant l'immensité du désastre occasionne à la Société par la gestion des seuls rois de la finance et de la politique, les gens qui ont quelque esprit de justice comprennent enfin qu'il faut faire place au peuple.

Nous publions ci-dessous le programme de l'Union du contrôle démocratique. Cette association compte des ramifications importantes dans 58 centres d'Angleterre ; à Londres même on a organisé des sections dans 16 quartiers différents ; un nombre très grand de publications variées a déjà été lancé.

Cette société a été fondée au commencement de la guerre dans le but d'obtenir pour le peuple anglais d'aujourd'hui et de demain le contrôle réel et efficace des affaires étrangères. L'Union se propose en même temps, selon que les circonstances le permettront, d'entretenir des relations fraternelles avec les organisations pareilles qui existent dans d'autres pays ou qui sont appelées à s'y former.

« L'Union du Contrôle Démocratique » demande qu'à l'heure où les conditions de la paix seront discutées les signataires du traité de paix s'inspirent des principes suivants et que ces mêmes principes deviennent, après la paix, la règle de conduite des nations.

[|Principes|]

1. Aucune province ne sera transférée d'un pays à un autre sans le consentement de la population de la dite province, le consentement pourra se formuler soit sous forme de plébiscite soit de toute autre manière.

2. Le gouvernement anglais ne signera aucun traité et n'entrera dans aucune entente ou accord avec une puissance étrangère sans avoir, au préalable, obtenu le consentement du parlement. Une nouvelle organisation parlementaire sera créée, assurant au peuple anglais un vrai contrôle démocratique des affaires étrangères.

3. La politique extérieure de l'Angleterre ne cherchera pas à former des Alliances ayant pour but le maintien de ta politique dite « d'Équilibre ». Elle s'orientera au contraire dans le sens d'une action concertée entre les puissances et visera la création d'un Conseil International dont les délibérations et les décisions seront rendues publiques, et qui sera doué du mécanisme nécessaire pour régler les différends entre nations de telle façon à écarter une solution par les armes.

4. L'Angleterre proposera que les conditions de paix comprendront une réduction notable – arrêtée de concert – des armements des puissances belligérantes. Pour faciliter l'accomplissement de cette réforme, l'Angleterre s'efforcera à amener les puissances à consentir à la nationalisation générale des industries concourant à la fabrication des engins de guerre et à exiger un contrôle de l'exportation d'armes d'un pays à un autre.

Sans doute, ce n'est pas le Pérou – communisme – qu'on va nous apporter là.

Le point 2 du programme, d'après lequel on veut faire intervenir, non les populations elle-mêmes, mais un parlement, c'est-à-dire un intermédiaire, est encore une restriction bourgeoise au droit des nations mêmes.

D'autre part, on nous parle dans le point 4 de la nationalisation des industries guerrières, alors qu'il y a essentiellement à réclamer, à exiger la fin des armements.

Néanmoins, le travail de l'Union du contrôle démocratique sincèrement mené peut avoir quelque utilité dans les milieux petits-bourgeois et bourgeois tout court.